

des Tchétchènes tiennent bon pour obtenir une autonomie plus grande.

La Russie est en train de constituer ses propres forces armées et elle a pris le contrôle de celles qui se trouvent à l'extérieur des pays de la Communauté des États indépendants. L'état-major de l'armée russe élabore actuellement une nouvelle doctrine militaire fondée sur un niveau d'autosuffisance défensive.

L'économie de la Russie vit de grands bouleversements. Elle est victime d'un surinvestissement dans des secteurs industriels polluants et improductifs et d'autres mauvaises affectations de ressources mentionnées plus haut au présent chapitre; en outre, ses relations commerciales traditionnelles ont soudainement été coupées et elle est aux prises avec une inflation galopante. Pour un grand nombre, le processus de réforme sera douloureux et les avantages ne seront pas évidents dans l'immédiat.

Le gouvernement a cherché, plus particulièrement en collaboration avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, à se doter d'un programme viable de réformes économiques, et il s'est engagé à faire de l'économie russe une économie de marché. Parmi ses priorités : la stabilisation macro-économique (réduction du déficit budgétaire et contrôle de la croissance de la monnaie et du crédit), la libéralisation des prix d'un nombre croissant de produits (particulièrement dans le secteur de l'énergie), l'élimination des monopoles et l'introduction de la concurrence, de la privatisation et de réformes agraires.

La mise en œuvre de ces mesures constitue un défi de taille dans l'actuelle conjoncture russe. Nombre d'entreprises improductives dans l'industrie lourde et dans les industries à vocation militaire sont particulièrement vulnérables. Mais on ne saurait espérer résoudre les problèmes fondamentaux en repoussant l'échéance.

Les autorités espèrent faire du rouble une monnaie convertible plus tard cette année. Le gouvernement axe actuellement ses efforts sur un programme de stabilisation macro-économique qui puisse être appuyé par les ressources du Fonds monétaire international et par des prêts de redressement d'urgence consentis par la Banque mondiale. Une partie du programme d'aide de 24 milliards \$US annoncé par le G-7 en avril dépend de

la signature, par la Russie, d'un accord « Stand-By » avec le FMI.

Les investissements étrangers constitueront un des éléments clés du développement économique de la Russie. Même si les conditions nécessaires ne sont pas encore toutes réunies, des sociétés canadiennes sont déjà présentes dans le secteur prometteur des ressources pétrolières et gazières par le biais de coentreprises et de vente d'équipements.

La politique étrangère de la Russie continue à être un facteur important et essentiellement positif dans les affaires internationales. La Russie coparraine le processus de paix au Moyen-Orient, et prend part à de nombreuses activités coopératives des Nations Unies, y compris dans le domaine du maintien de la paix.

La Russie accorde la priorité à ses relations avec les autres pays de l'ex-Union soviétique. Il s'avère que la Communauté des États indépendants n'est guère qu'un véhicule de transition. L'Ukraine et la Russie s'opposent sur des questions clés dans les domaines militaire et économique.

Le Canada a eu des contacts avec les dirigeants russes et ukrainiens pour les inciter à la coopération et au compromis, entre autres sur la question nucléaire. En dépit de rivalités nées depuis la fin de l'ère soviétique, des progrès ont été enregistrés dans les dossiers des forces conventionnelles en Europe et des pourparlers sur la réduction des armements stratégiques.

L'Ukraine s'oppose systématiquement à ce qu'elle considère comme l'intention de la Russie d'assumer le rôle de l'ex-Union soviétique. Elle a insisté pour que les pays occidentaux l'acceptent de plein droit comme une puissance régionale indépendante.

Conformément à l'engagement qu'elle avait pris de ne pas se doter d'armes nucléaires, et forte de l'encouragement de pays occidentaux comme le Canada, l'Ukraine a complété le transfert de son territoire à la Russie, d'armes nucléaires tactiques. Elle s'est en outre engagée à se défaire de ses armes nucléaires stratégiques d'ici la fin de 1994.

L'Ukraine a agi avec une plus grande circonspection que la Russie dans ses réformes économiques. Comme d'autres pays de la région, il lui manque